



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/L-Economie-secouee-par-l-Ethique>

DOSSIER : L'Europe

L'Économie secouée par l'Éthique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1043 - mai 2004 -

Date de mise en ligne : mardi 7 novembre 2006

Date de parution : mai 2004

Description :

Quelle est la place de l'éthique dans le projet de constitution européenne, qui se soucie beaucoup des considérations économiques ?

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le projet de Constitution européenne se soucie beaucoup des rapports commerciaux, de la compétitivité, de la croissance, qui serait la clé, paraît-il, du "développement". N'est-ce pas confondre développement avec civilisation ? Paul Vincent se demande quelle est la place de l'éthique dans ces soucis économiques :

Le prix Nobel d'économie a été attribué en 1998 au Bengali Amartya Sen, qui avait donné pour titre à ses travaux L'Économie est une science morale, une affirmation plutôt rassurante.

Durant l'hiver 97-98, l'éthique dans l'économie était aussi la préoccupation d'enseignants de l'Université Paris-Dauphine qui à l'heure, voire à la place du déjeuner pour des cadres soucieux de ne pas empiéter sur leurs horaires de travail, avaient organisé un colloque intitulé Morale, spiritualités et vie des affaires. À chacune de ses séances venaient s'y exprimer deux représentants d'une même religion, l'un dignitaire du culte concerné, l'autre dirigeant d'entreprise se réclamant de la même appartenance religieuse. J'y découvris les inquiétudes convergentes d'un ancien Commissaire au Plan, d'un évêque et d'un pasteur, face au fait que si la mondialisation et le libéralisme semblaient aptes à améliorer globalement le produit mondial brut, l'écart ne cessait de s'accroître entre les riches et les pauvres, que ces derniers étaient de plus en plus nombreux et qu'il y en avait toujours des millions qui mouraient de faim chaque année, des millions qui n'avaient pas accès à l'eau potable ou restaient illettrés. Six ans plus tard, la situation est hélas encore plus inquiétante. Ainsi n'en est-on plus seulement à essayer d'améliorer l'accès à l'eau potable dans les pays du Tiers monde, on doit maintenant se préoccuper qu'il n'y en ait pas également pénurie dans les pays les plus technologiquement avancés, mais qui en sont les plus gaspilleurs et les plus pollueurs. Bravo pour une économie mondialisée si elle a pour but de faire le bonheur de tout le monde, un bonheur qui passe par la satisfaction des besoins les plus élémentaires : la santé, l'éducation, avoir un toit, ne plus avoir faim, ne plus avoir froid, ce à quoi aspirent encore deux ou trois milliards d'individus, et non d'enrichir un peu plus une minorité qui, dix fois plus riche, n'en serait pas plus heureuse pour cela.

En 1957, le jeune économiste Raymond Barre (33 ans à cette époque) faisait état de « la tension qui existe entre les désirs illimités et les moyens limités des sujets économiques ». Que faire vis-à-vis de gens qui ont des désirs illimités ? Essayer d'empêcher ces drogués de se condamner de la sorte à des travaux forcés à perpétuité pour se procurer cette drogue qu'est l'argent, et surtout les empêcher d'y condamner les autres.

Le Père Henri Madelin indiquait par ailleurs lors de ce séminaire que si, dans l'histoire de l'humanité, le commerce était apparu comme un progrès par rapport à la guerre, il y avait entre les deux une limite très fragile et il citait Benjamin Constant, pour qui « le commerce est le moyen de s'approprier pacifiquement ce qu'on n'a pas pu obtenir par la guerre ». Quand on recherche les vraies motivations de certaines guerres récentes, on pourrait ajouter « et vice versa ».

Pour illustrer les propos de Benjamin Constant, je retrouve dans la thèse de doctorat d'une enseignante thaïlandaise des chiffres montrant que si le Siam peut s'enorgueillir d'avoir toujours sauvé sa souveraineté, il a par contre été asservi économiquement tout autant que ses voisins officiellement colonisés : Indochine, Malaisie ou Birmanie. C'est ainsi qu'en 1939 les Thaïlandais ne possédaient plus que le quart de leurs forêts, les Anglais en ayant accaparé 58%, les Français 7%, le reste se partageant entre d'autres Occidentaux, dont en tête les Danois avec 6%. Quant aux mines d'étain, sur 60 exploitées à la même époque, 38 appartenaient aux Anglais et 13 aux Français. Les guerres inter-européennes qui appauvrirent ceux-ci au cours du 20^{ème} siècle ne permirent aux Thaïlandais de se réapproprier que ce qui restait de ces richesses.

Selon le projet de préambule à la Constitution Européenne que j'ai eu sous les yeux, « l'Europe entend poursuivre une trajectoire de civilisation, de progrès et de prospérité pour le bien de tous ses habitants, y compris les plus fragiles et les plus démunis », mais on ne promet rien concernant la politique sociale qui sera mise en oeuvre pour garantir ce résultat, face à la continuation d'une politique économique libérale qui ne semble pas automatiquement y conduire.

Par ailleurs je supprimerais volontiers le terme « et les plus démunis », qui laisse supposer que l'on trouve naturelle la persistance de cette catégorie d'individus. On ne peut empêcher qu'il y ait des êtres fragiles, mais on peut s'interdire de les laisser démunis.

Quelle médiocre ambition comparée à celle de Victor Hugo, dont La Grande Relève s'honore de faire sa devise :

« Vous voulez les pauvres secourus,
moi je veux la misère supprimée ».